

Questions orales

Au cours des débats télévisés lors de la campagne électorale, le premier ministre a déclaré devant les Canadiens que l'Accord de libre-échange n'était qu'un simple arrangement commercial, pouvant être annulé sur un préavis de six mois. Comme il est évident que cet accord n'a jusqu'ici abouti qu'à des avis de renvoi pour des centaines de milliers de Canadiens, le moment n'est-il pas venu pour le gouvernement de donner aux États-Unis leur propre avis de renvoi?

M. Crosbie: Monsieur le Président, le chef du Nouveau Parti démocratique ne veut pas discuter de machines et d'appareils. Cela l'ennuie, semble-t-il, au même titre d'ailleurs que le Nouveau Parti démocratique comme tel.

M. Lloyd Axworthy (Winnipeg-Sud-Centre): Vous feriez mieux de consulter votre mère, John.

M. Crosbie: J'ai oublié de demander conseil à maman!

Des voix: Oh, oh!

M. le Président: Je donne la parole à la députée du Yukon.

[Français]

Mme McLaughlin: Monsieur le Président, cette litanie de chiffres ne reconforte aucunement de pauvres gens sans travail. Les gens ne sont pas intéressés aux statistiques, les gens veulent du travail. Ils veulent un chèque de paye, pas du bien-être social.

Une voix: Exactement!

Mme McLaughlin: Ils veulent nourrir leurs familles et leur assurer un avenir confortable. Ils veulent savoir ce que ce gouvernement va faire pour leur trouver un emploi afin qu'ils puissent vivre dans la dignité.

M. Mulroney: Monsieur le Président, nous avons énormément de sympathie pour chaque Canadien ou Canadienne qui perdrait son emploi dans quelque circonstance que ce soit. D'ailleurs, c'est la raison des vastes programmes de recyclage mis à la disposition de tous les travailleurs par le gouvernement fédéral. Au mois d'août, au Québec, le taux de chômage était à son plus bas depuis 10 ans. Il s'est créé jusqu'à maintenant, depuis le 1^{er} janvier, 216 000 nouveaux emplois, dont 73 p. 100 sont des emplois à temps plein, et 72 p. 100, des emplois favorisant la main-d'oeuvre féminine. Voilà du progrès sérieux! Le chef néo-démocrate devrait cesser de dire qu'on perd des dizaines et des dizaines de milliers d'emplois, car nous sommes en train de créer justement des centaines de milliers de nouveaux emplois ici au Canada.

[Traduction]

LES PÊCHES

L'hon. William Rompkey (Labrador): Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre du Commerce extérieur. Les pays européens qui pêchent au large de notre côte est continuent de nous faire le pied de nez. Par l'intermédiaire de la NAFO, nous avons dit aux Européens qu'ils ne pouvaient absolument pas prendre de morue près de la côte de Terre-Neuve ou de la côte du Labrador. Ils soutiennent maintenant qu'ils prendront 27 000 tonnes cette année. Nous perdrons ainsi 750 autres emplois à cause de la surpêche des Européens dans l'est du Canada.

La question est très simple: quand le gouvernement va-t-il cesser de tergiverser? Quand va-t-il commencer à se montrer dur à l'endroit des Européens? Quand va-t-il prendre des mesures pour protéger les emplois que les Européens nous soutirent sur la côte est?

L'hon. John C. Crosbie (ministre du Commerce extérieur): Monsieur le Président, le député sait fort bien que nous avons fait une campagne intensive concernant la Communauté européenne et le fait que ces pays n'ont pas tenu compte des quotas de la NAFO depuis six mois ou un an, et nous avons obtenu avec beaucoup de succès.

M. Turner (Vancouver Quadra): C'est l'histoire d'une réussite remarquable, John.

M. Crosbie: Les quotas que la Communauté européenne s'est fixée et qu'elle a annoncés hier constituent une amélioration importante en ce qui concerne les stocks de poissons plats, mais ils laissent à désirer pour ce qui est des stocks de morues dont le député a fait mention, mais, à tout prendre, ils sont inférieurs aux prises de l'an dernier, très grande amélioration comparativement aux années antérieures. Ces quotas ne sont pas encore assez bas, nous n'en sommes pas encore satisfaits, mais c'est un très grand progrès.

Lorsque le gouvernement du député était au pouvoir dans les années 60 et 70, les Européens ont pris 800 000 tonnes de morue dans l'Atlantique Nord: 800 000, pas 27 000, et le gouvernement du député n'a rien fait pendant douze ans pour mettre fin à cet état de choses. Maintenant, il prétend que, par un miracle quelconque, nous pouvons réussir alors qu'ils n'ont pu rien faire, quand 800 000 tonnes par année étaient pêchées dans l'Atlantique Nord.